



PREMIER MINISTRE



LE PRESIDENT

Paris, le jeudi 12 juin 2014

Monsieur,

À l'antenne de *France Inter* lundi 9 juin, vous avez déclaré, à tort, qu'un « rapport » du Haut Conseil à l'Intégration avait été « mis en sommeil » par le Gouvernement. Vous avez ensuite critiqué le rôle de l'Observatoire de la laïcité auprès du Premier ministre et en particulier mes propos du 25 juin 2013 rapportés par le journal *Le Monde* et indiquant que la France n'avait « pas de problème avec sa laïcité ».

Permettez-moi de vous répondre, pour vous rappeler à la fois la véracité des faits et le travail considérable effectué par l'Observatoire de la laïcité que vous semblez méconnaître.

Tout d'abord, si vous l'avez lu, vous devez savoir que le « rapport » en question de l'ancien Haut Conseil à l'Intégration (HCI), qui relève certaines atteintes à la laïcité à l'université, n'était qu'un document de travail qui ne se basait sur aucune donnée chiffrée.

Néanmoins, l'inquiétude soulevée par ce document —qui n'avait aucun caractère officiel et qui n'a donc pas été mis « en sommeil »— m'a conduit à demander à la Conférence des Présidents d'Université (CPU) ainsi qu'aux services de l'Etat un état des lieux objectif. Celui-ci s'est avéré très différent de celui établi par l'ancien HCI. De son côté, la médiatrice de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur n'avait recensé que deux problèmes sérieux liés au port du foulard à l'université (puisque c'est de cela dont il s'agit).

Je ne nie pas les problèmes et je les affronte lorsqu'il y en a. Nous avons d'ailleurs inscrit la question de la laïcité à l'université à notre programme de travail pour vérifier l'état des lieux et avons déjà adopté un avis (largement diffusé) rappelant ce que la laïcité permet et ce qu'elle interdit. Mais je refuse de céder à un discours de peur qui fait le jeu des extrémismes politiques et religieux.

Par ailleurs, un peu d'honnêteté intellectuelle devrait vous obliger à ne pas tronquer mes propos. Lorsque que je dis que « la France n'a pas de problème avec sa laïcité », je précise que ce concept me paraît plus moderne et plus indispensable que jamais. La France n'a jamais été aussi diverse qu'aujourd'hui. C'est pourquoi elle n'a jamais eu autant besoin de la laïcité, qui garantit à tous les citoyens de vivre ensemble dans le respect de leur liberté de conscience, dans l'égalité des droits et des devoirs, et la fraternité citoyenne.

Comme l'a relevé M. Manuel Valls, alors Ministre de l'Intérieur, ce serait une erreur de « considérer la laïcité comme une citadelle assiégée ». Les valeurs qu'elle porte sont en réalité partagées par la très grande majorité de nos concitoyens, qui sont laïques parfois sans savoir expliquer exactement le sens de ce mot.

Monsieur Alain FINKIELKRAUT  
Ecrivain, philosophe, essayiste et académicien

La laïcité n'est donc pas en cause dans ses principes. En revanche, son effectivité est à assurer. Elle suppose la lutte constante contre toutes les discriminations économiques, sociales et urbaines.

Vous expliquez pourtant que le FN a « repris le thème de la laïcité », mais refusez de dénoncer son instrumentalisation à des fins stigmatisantes. La laïcité, ce n'est pas l'exclusion de la République de certains croyants, c'est au contraire la garantie pour chacun de croire ou de ne pas croire et de l'exprimer dans les limites de l'ordre public et des libertés d'autrui.

La laïcité, c'est aussi, et vous le dites, un « principe de séparation ». Vous poursuivez en affirmant que « l'islam doit se soumettre aux principes de la République ». C'est l'évidence, mais pourquoi n'évoquez que l'islam ? Toutes les religions doivent s'y soumettre ! Qu'avez-vous dit lorsque, l'an dernier, certains catholiques traditionnalistes appelaient à contester une loi votée par la représentation nationale ?

Je me réjouis de vous entendre citer la remarquable « Convention citoyenne des musulmans de France pour le vivre ensemble » adoptée par le Conseil français du culte musulman (CFCM). Mais pourquoi, alors, évoquez-vous la tuerie de Bruxelles ? Je refuse cet amalgame entre l'islam pratiqué par la quasi-totalité des musulmans de France —un islam modéré et parfaitement conforme aux valeurs républicaines— et ce que l'on appelle « la radicalisation violente » et ses dérives sectaires, dont Dounia Bouzar, membre de l'Observatoire de la laïcité, explique précisément les ressorts.

Entretenir cette confusion entre des assassins et les musulmans de France, c'est précisément faire le jeu des pires extrémismes. Le simple amalgame entre intégristes et musulmans est inacceptable. De même qu'il n'y a aucun sens à confondre tous les catholiques avec les extrémistes de Civitas ni tous les juifs avec les ultranationalistes orthodoxes.

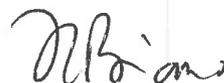
M. Finkielkraut, vous conviendrez que la laïcité ne peut être sans cesse invoquée pour résoudre tous les problèmes de la société, qui peuvent être liés à l'ordre public, à la situation économique et sociale, au contexte urbain ou aux problèmes de l'intégration.

Vous ne le savez visiblement pas, mais l'Observatoire de la laïcité est composé de personnalités diverses, dont certains membres de l'ancien HCI que vous saluez. Nos débats sont riches et passionnants, parfois contradictoires.

Mais le consensus est quasi-systématique, précisément parce que notre principale mission est le rassemblement des Français à travers la promotion de la laïcité. Comme vous le savez, notre Constitution dispose : « la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale » (article 1<sup>er</sup>, alinéa 1). Mais pour cela elle doit assurer « l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion » (alinéa 2).

M. Finkielkraut, afin de lever tout malentendu, je vous invite donc à lire nos nombreux travaux, librement accessibles à tous, sur notre site Internet ([www.laicite.gouv.fr](http://www.laicite.gouv.fr)).

Vous comprendrez alors que l'Observatoire de la laïcité n'est pas là pour participer à de quelconques polémiques stériles, mais pour trouver des solutions. Et, pour ceux qui veulent bien s'y intéresser, nous en avons déjà proposé.



Jean-Louis BIANCO